



LA UNE Une honte nationale, le parti pris d'Edwy Plenel

Par [Edwy Plenel](#)

Article publié le vendredi 18 décembre 2009

L'Appel de Mediapart, « *Nous ne débattons pas* » ([cliquez ici](#)), est suffisamment explicite pour se passer de commentaires. En revanche, son succès en appelle. Son ampleur, la diversité de ses signataires comme leur croissance ininterrompue en ligne, est un événement qui va au-delà de son propos initial ? le refus principal de cautionner une machine infernale, de division et d'exclusion.

Pour nombre des premiers pétitionnaires qui, de plus, ne sont pas tous dans l'opposition systématique au pouvoir en place, il n'aurait pas de soi de proclamer un refus symbolique de débattre alors même que la démocratie suppose la libre discussion et l'entière délibération. S'ils ont franchi ce pas, vaincu leurs réticences et, pour certains, quitté leur silence, c'est qu'ils partagent ce sentiment diffus que, dans cette affaire d'identité nationale, autre chose est en jeu qui nous dépasse et nous requiert : le salut d'une certaine idée de la France et du monde face à un pouvoir qui, l'abaissant et l'humiliant, nous fait honte.

Sans précédent depuis l'élection en 2007 de Nicolas Sarkozy, ce sursaut a pour moteur la compréhension qu'avec ce « grand débat sur l'identité nationale », se donne à voir la nature profonde du régime. Non plus seulement ses apparences et ses tactiques, ses coups ou ses esbroufes, son agitation ou sa personnalisation, mais sa régression essentielle, sa dangerosité véritable. Car cette manœuvre détestable ne se réduit pas à l'évidente fuite en avant d'un pouvoir privé de résultat tangible et confronté à sa propre faillite ? quadruple faillite financière, économique, sociale et morale, largement documentée sur Mediapart.

Tout en cherchant à masquer cet échec, cette exacerbation du national comme pathologie de l'identité et fantasme de l'autre, comme fixité et fermeture plutôt que comme mouvement et ouverture, dévoile ce qui est politiquement à l'œuvre derrière le personnage présidentiel, les références partagées qui unifient son propre entourage et celui de son premier ministre, le projet idéologique qui réunit leurs principaux collaborateurs et conseillers.

Ici, deux discours font preuve. Ils ont été pesés, pensés et mûris. L'un a inauguré la séquence « Identité nationale », explicitant la mission confiée à Eric Besson : c'est celui de Nicolas Sarkozy à La Chapelle-en-Vercors, le jeudi 12 novembre. L'autre l'a prolongée, maintenant le cap malgré la polémique croissante : c'est celui de François Fillon, au colloque de l'Institut Montaigne, à Paris, le vendredi 4 décembre. Deux discours, deux moments, deux personnalités, deux fonctions, et, cependant, du président de la République au premier ministre, le même contenu, les mêmes références et la même intransigeance.

Il faut les lire avec attention, mot à mot, ligne à ligne, afin de prendre l'exacte mesure du retour en arrière que MM. Sarkozy et Fillon veulent imposer à la France. Une régression dont le le-

vier est une insidieuse négation historique, révision mensongère de notre passé aux fins de libérer, honorer et banaliser les idées, les hommes et les époques qui ont incarné le refus des idéaux démocratiques et républicains.

Effacé, le souvenir de l'Etat français de Vichy

Le discours de Nicolas Sarkozy, d'abord. « *Depuis deux cents ans, à part l'expérience sanglante de la Terreur, nul totalitarisme n'a menacé nos libertés. C'est que la culture française est irréductible au totalitarisme* » : ne se rendant même pas compte de l'énormité de ce qu'il affirme, le président de la République énonce ce mensonge juste avant d'affirmer qu'en 1989, avec la chute du « *Mur de la honte* », « *les valeurs de la démocratie et de la République triomphaient* » .

Pour le coup, c'est la France qui, soudain, a honte. Car, d'une phrase d'une seule, l'actuel chef de l'Etat vient d'effacer le souvenir de l'Etat français de Vichy (1940-1944) et des indiscutables crimes du régime incarné par Philippe Pétain ? synonyme de dictature personnelle, de terreur policière et de persécution raciale. Lequel régime, on l'oublie trop, issu de la droite extrême plutôt que de l'extrême droite, garda, au grand dam des authentiques fascistes français, trois des symboles nationaux auxquels Nicolas Sarkozy voudrait aujourd'hui, dans le même discours en Vercors, réduire l'« *honneur d'être français* » : le drapeau tricolore comme oriflamme, *La Marseillaise* comme hymne et le 14 juillet comme fête. Preuve, s'il en était besoin, que l'espérance républicaine ne s'y résume pas, et forcément les outrepassé.

Cette énormité fut donc prononcée dans un discours dont les trois autres points d'ancrage sont l'affirmation de « *la Chrétienté* » (avec majuscule) comme identité première de la France, placée pour la forme à équivalence avec les Lumières ; la dénonciation de « *l'égalitarisme* » comme source du renoncement et de l'abandon national ; enfin, la revendication du rétablissement de l'autorité comme priorité, autorité explicitement identifiée à celles de la police et de l'Etat, lesquelles institutions sont ici libérées de toute définition contraignante ? « *la Police* », elle aussi avec majuscule, et non pas la police républicaine ; un Etat sans qualité, et non pas l'Etat de droit (la justice n'est pas mentionnée).

Ainsi entendue, la France serait, à la fois, une éternité dont « *la morale chrétienne* » serait le socle ; une distinction dont l'élitisme suppose le refus d'une égalité niveleuse ; et une discipline dont l'observation respectueuse suppose obéissance et cohésion. Une France, n'hésite pas à affirmer en 2009 celui qui la préside, où la République est surtout débitrice de l'Ancien Régime dont elle aurait « *accompli le vieux rêve capétien d'une France une et indivisible et d'un Etat dominant les féodalités* » .

La logique de cet énoncé est de désigner ceux qui, pour reprendre



précisément les mots de ce discours présidentiel, ne méritent pas l'honneur d'être français ou ne peuvent le devenir car n'adhérant pas « à une forme de civilisation, à des valeurs, à des mœurs » dont les seuls symboles ici énumérés sont les cathédrales, le Mont-Saint-Michel, Notre-Dame de Paris, la cathédrale de Reims et chaque église de village avec son clocher « qui le surplombe depuis dix siècles ».

Ces mauvais sujets sont évidemment étrangers, étrangers voulant nous rejoindre ou déjà parmi nous, étrangers même s'ils sont français d'apparence administrative, immigrés, Français d'ailleurs, Français différents, Français dissidents. C'est bien ce que suggère l'énumération présidentielle qui, par le détour d'une seule mention particulière, celle de la burka, évoque l'islam, confondu avec son extrémisme ultra-minoritaire, et, surtout, nie tout droit légitime à une partie de la population vivant en France, ne la rappelant qu'à des devoirs, devenus la condition de l'accès aux droits.

Ce passage du discours illustre parfaitement à quoi sert cette imposition de la question nationale comme ordre du jour central : à une immense régression sociale, à transformer des droits en privilèges, à remettre en cause l'idée même d'une justice sociale, bref, à renforcer les inégalités et à accroître les injustices. La France, dit Sarkozy, « demande qu'on la respecte. On ne peut pas vouloir bénéficier des droits sans se sentir obligé par les devoirs ». Suivent alors les mentions de la sécurité sociale, des allocations chômage et de la gratuité des études comme trois avantages dont on ne pourrait ni « bénéficier » ni « profiter » si l'on ne se comporte pas en citoyen conforme, obéissant et discipliné, c'est-à-dire toujours prêt à « se demander ce que l'on peut faire pour son pays ».

L'ennemi, dans cette mise en guerre du pays avec lui-même, outre l'étranger immigré ou le Français fidèle à son passé étranger, c'est « l'assisté », dont il va falloir « exiger qu'il fasse tous les efforts » qu'appelle sa déplorable condition, et, bien sûr, tous ces mauvais Français incapables d'aimer suffisamment la France pour vibrer à cette définition sarkozyenne, pourtant d'une stupidité abyssale : « Un Français reconnaît d'instinct une pensée française, une région française et il s'y sent chez lui. »

François Fillon en disciple de Maurice Barrès

Loin de nuancer ce nationalisme d'un autre âge, comme l'ont cru des commentaires pressés, le discours de François Fillon à l'École militaire, le 4 décembre, l'a accentué (**le discours est ici**). Revenant à sa volonté politique de mettre « la question nationale » au cœur du débat politique et critiquant vivement ceux qui s'y refusent, le premier ministre a prononcé cette phrase : « Ce mutisme assumé, je pense qu'il révèle bien des malentendus qu'un siècle de critiques a pu creuser entre les Français et l'idée même de la Nation. »

Il s'agit donc bien de revenir un siècle en arrière, de renouer avec le bouillon de culture des idéologies conservatrices de la fin du XIXe et du début du XXe siècles, d'oublier leur responsabilité directe dans les catastrophes meurtrières qui ont ensanglanté l'Eu-

rope et de donner finalement tort à ceux qui, à la Libération, des gaullistes aux communistes, imposèrent à une droite conservatrice, défaite et discréditée, sinon la réalité accomplie du moins les valeurs référentielles d'une démocratie libérale et d'une république sociale qu'elle avait toujours eu en horreur.

« Être français, c'est d'abord appartenir à un très vieux pays d'enracinement. » La France de François Fillon, dans le même discours, est par essence une immobilité, une « France des origines » tissée de « lignées anciennes ». C'est pourquoi l'imaginaire de ce nationalisme conservateur est d'abord géographique, fait de paysages éternels, tant il redoute l'histoire imprévisible, ses ruptures, ses mouvements, ses aléas, sa liberté en somme.

Exprimant une peur panique du présent et du mouvement, de l'inattendu et de l'imprévu et, donc, de l'hôte de passage, de l'invité surprise, bref, du surgissement du monde, il a pour mot de passe, de l'antidreyfusard Maurice Barrès au souverainiste François Fillon, l'enracinement. Et pour cible, évidemment, les déracinés, titre du plus connu des bréviaires barrésiens. Les déracinés, autrement dit tous ceux qui témoignent d'identités de relations plutôt que de racines, d'identités en mouvement et en déplacement, faites de liens et d'échanges, de brassages et de mélanges, de rencontres et de partages.

Dès le début du discours du premier ministre, la référence à Maurice Barrès est explicite. Evoquant successivement, comme les trois périls qui menacent la France, « une société sans âme, dominée par un individualisme forcené », une Europe « plus technocratique que politique » et « une mondialisation désincarnée qui ferait de nous des pions anonymes », il les résume d'un seul mot, le déracinement : « Les Français ne peuvent souscrire à un tel déracinement. »

Contre ces trois pertes ? l'individu, l'Europe et le monde ?, il faudrait donc défendre nos racines. Et quelles sont-elles pour François Fillon ? Tout simplement, la chrétienté, la ruralité et l'unicité. Une France qui « tient aux rythmes d'une tradition chrétienne et rurale », une France qui « n'oublie ni ses villages, ni ses coutumes », une France qui, face à la « pluralité », « a su opposer les vertus centralisatrices d'un principe fort ».

Ici, les concessions à la laïcité sont de pure forme, balayées par l'insistance chrétienne : « La France est laïque, mais la France est tout naturellement traversée par un vieil héritage chrétien qui ne saurait être ignoré par les autres religions installées plus récemment sur notre sol. » « Plus récemment » est ici essentiel, affirmation non seulement d'une supériorité faite d'antériorité mais, surtout, d'un devoir de soumission des autres religions et, par extension, des cultures différentes.

Une droite maurrassienne, orléaniste et élitiste

« C'est aux étrangers qu'il revient de faire l'effort d'intégrer la France », lit-on quelques phrases plus loin, injonction qui transforme l'espoir de devenir français en épreuve contraignante plutôt qu'en rêve émancipateur : « Être français et vivre en France, c'est une chance mais c'est aussi une charge. » La France de MM. Sarkozy et Fillon n'accueille plus. Au mieux, elle recrute. Dans tous



les cas, elle exige. Qu'on s'assimile, qu'on se soumette, qu'on se conforme, qu'on se convertisse, qu'on se noie et qu'on se perde. C'est une France de la ressemblance où la différence n'a pas sa place.

Quant à l'idéalisation de la ruralité, apparemment anachronique dans nos sociétés industrielles, elle résonne comme une citation qui fait sens, formule magique libérant une tradition politique refoulée. Dans son récent discours aux agriculteurs, Nicolas Sarkozy n'avait pas craint d'identifier la Terre, avec majuscule, à une saine identité nationale, comme en écho au fameux « *la terre, elle, ne ment pas* » du troisième appel du maréchal Pétain, lu le 25 juin 1940. Un appel rédigé par Emmanuel Berl, symbole de ces égares de la gauche que leur égocentrisme sans boussole amènera à côtoyer Vichy, tout comme l'ancien communiste, socialiste, chevénementiste Max Gallo inspire aujourd'hui cette vision étatique d'une France éternelle fondée par la rencontre de la monarchie et de la chrétienté.

Vision mythologique bien sûr, fort éloignée de l'histoire avérée. Et pourtant vision désormais officielle, au risque international d'un ridicule qui ne tuera pas François Fillon : « *Le fait est que, dans la tempête des invasions barbares, il n'y a guère que le petit peuple franc qui ait surnagé. Sans doute parce qu'en contrepoids d'un caractère belliqueux, incontestable, la légitimité et le droit étaient déjà deux obsessions françaises.* »

C'est alors que, dans ce discours du premier ministre, surgit la référence à Jacques Bainville, évoquant Jeanne d'Arc tombant à genoux devant le dauphin. Bainville, ce fidèle de Charles Maurras, cette plume de *L'Action française*, dont les obsèques, le 13 février 1936, furent l'occasion d'une tentative de lynchage de Léon Blum, dont la voiture avait par mégarde croisé le cortège funèbre. Du leader socialiste, Maurras avait écrit : « *Voilà un homme à fusiller, mais dans le dos* », tandis que, pour son acolyte Léon Daudet, « *Blum était le bruit que font douze balles dans la peau d'un traître* ». Les processionnaires de l'enterrement de Bainville avaient ces mots-là en tête, et les mirent en pratique.

Soixante-treize ans plus tard, ce lapsus maurrassien dans la bouche d'un chef de gouvernement ne saurait relever de l'inculture. D'autant moins qu'il est cohérent avec l'ensemble des propos qui, du chef de l'Etat au premier ministre, dressent le portrait d'une France élue à la grandeur bien avant que la république ou la démocratie ne s'en mêle. Ou, mieux encore, grande malgré la république (réduite ici à la centralité du pouvoir) et malgré la démocratie (amputée ici de l'exigence d'égalité). Une France qui doit « *être aimée et servie* », dans l'obéissance, la cohésion et la discipline : « *Les 65 millions de Français doivent faire bloc* », insiste François Fillon, qui met en garde ceux qui ne voudraient pas en être, ceux qui critiquent, discréditent, voire, dit-il, « *débinent constamment notre nation et ses valeurs* » ? ici, l'emploi d'un verbe familier élargit l'interdit à notre quotidien.

De cette Anti-France, M. Fillon dessine clairement les contours en trois mots : « *Aujourd'hui, dans nos stades, dans nos cités, parmi nos élites, émerge parfois la tentation de défier la Répu-*

blique, en affichant le mépris de ses symboles. » Stades, cités, élites : trois mots qui suggèrent le peuple, les immigrés et les intellectuels.

Evidemment, ces deux discours sont aussi parsemés de précautions ou d'allusions qui en masquent ou en atténuent la cohérence. Mais ce ne sont là que dénégations orwelliennes, mots vides de sens et références privées de signification. L'essentiel est ailleurs : pour la première fois depuis 1944-1945 s'énonce, au sommet de la République, l'idéologie de la droite extrême, celle qui fut au pouvoir avec Philippe Pétain sous Vichy, cette droite à la fois maurrassienne, orléaniste et élitiste qui n'avait jamais admis la démocratie libérale et qui vécut la victoire de l'Allemagne nazie comme sa divine surprise, cette droite que seules la victoire des Alliés et la personnalité de Charles de Gaulle obligèrent à admettre le principe de la République et sa devise de liberté, d'égalité et de fraternité.

Défendre l'esprit des Lumières et le droit naturel

La bataille des Lumières n'est donc pas terminée, et elle se joue ici même face à un pouvoir qui leur tourne le dos. C'est parce qu'elle les refusait que la droite extrême d'hier combattait la République sans Dieu. C'est parce qu'elle entend les remettre en cause que la droite extrême d'aujourd'hui veut nous imposer sa Nation de Chrétienté.

Qu'est-ce, en effet, que les Lumières sinon l'inverse de ce que rabâchent ces deux discours ? Un appel à l'émancipation du sujet humain des entraves du passé et de la religion, de l'obscurantisme de l'une et des immobilismes de l'autre. Une théorie du droit naturel où l'égalité est au principe des droits de l'homme. Une affirmation de la primauté de l'individu sur la société et de sa liberté comme garantie de l'émancipation. L'égalité, donc : des hommes naturellement égaux en droit, des droits égaux entre individus libres... Et pour l'intellectuel de cette droite extrême que fut Charles Maurras, l'ennemi, c'est justement l'égalité, et son credo l'inégalité ? entre individus, entre classes, entre peuples, entre nations, etc.

Si la démocratie est le régime que Maurras abhorre, c'est parce que sa promesse subversive est celle de l'égalité valeur politique des individus. La combattre suppose de rétablir des hiérarchies, des différences, des aristocraties, bref, un ordre stable d'inégalités garanti par l'autorité incontestée d'un pouvoir central capable de conjurer cette menace : la vitalité démocratique d'une pluralité d'égaux. C'est d'ailleurs pourquoi l'Eglise de Maurras est si peu chrétienne et purement d'ordre, à tel point qu'il considère l'Evangile comme un dangereux pamphlet révolutionnaire parce que d'esprit égalitaire.

De Maurras, par exemple, dans *Mes idées politiques* (1937) : « *Toutes les fortes crises modernes ont un caractère oriental ; bibliques par leur esprit ou juives par leur personnel.* » Où l'on croise le fantasme occidental des désordres orientaux, aujourd'hui ravivé par notre époque de transition et, donc, d'incertitude et de peur.

Critique de l'égalité, éloge de la chrétienté, hommage à la royauté,



méfiance de l'étranger, enracinement de la nation, soumission à l'autorité, etc. : tous les refrains actuellement mis en musique par le pouvoir ramènent à ces sources idéologiques de la droite extrême d'avant-guerre, jusqu'alors tenues en lisières d'une droite de gouvernement peu ou prou issue du gaullisme.

Telle est la véritable rupture incarnée par Nicolas Sarkozy : la clôture du gaullisme comme s'il ne s'était agi que d'une parenthèse ouverte par un accident historique ? la défaite de l'Allemagne nazie et, donc, de la « Révolution nationale » de Vichy qui avait saisi comme une divine surprise l'opportunité offerte par la collaboration avec le III^e Reich. Les racines du sarkozysme plongent au-delà, retrouvant l'idéologie des droites extrêmes d'avant-guerre pour inventer la cohérence d'un pouvoir qui allie, de façon inédite, souverainisme nationaliste, libéralisme économique et illibéralisme politique.

Le discrédit moral qui, fort légitimement, accompagne le pétainisme nous fait trop souvent oublier l'effrayante normalité et continuité dont le régime de Vichy était porteur. « *Dictature pluraliste* », selon le mot de l'historien Stanley Hoffmann, il rassemblait autour d'un chef charismatique aussi bien la droite anti-républicaine que la droite technocratique, des catholiques et des libéraux, des traditionalistes et des modernistes, des maurrassiens de droite et des non-conformistes de gauche, etc.

Dans une remarquable synthèse sur cette période, l'historien Jean-Pierre Azéma ? signataire de notre Appel ? souligne combien l'idéologie vichyssoise est « *un syncrétisme français* », prenant « *le contre-pied des principes de la démocratie libérale et des fondements de la synthèse républicaine : la condamnation définitive de l'individualisme, le refus de l'égalitarisme, un appel au rassemblement national, une pédagogie anti-intellectualiste, la défiance à l'égard de l'industrialisme, le rejet du libéralisme culturel, et enfin l'affirmation d'un nationalisme fermé et ethnocentrique* ».

Où l'on retrouve bien des ingrédients de l'offensive idéologique actuelle... Quand Alain Badiou se risqua, dès 2007, à évoquer le pétainisme à propos du sarkozysme, la comparaison pouvait surprendre, voire scandaliser. Désormais, c'est le pouvoir lui-même qui y incite avec ses obsessions et ses références qui, loin d'être sans histoire et sans précédents, ont un parcours et des antécé-

dents ? des racines en somme.

« *Je ne suis pas en train de dire que les circonstances ressemblent à la défaite de 1940, et que Sarkozy ressemble à Pétain, prenait soin de préciser Badiou dans *De quoi Sarkozy est-il le nom ?* (Lignes, 2007). Pas du tout. Je dis que la subjectivité de masse qui porte Sarkozy au pouvoir, et soutient son action, trouve ses racines inconscientes, historico-nationales, dans le pétainisme. » Pétainiste, précisait le philosophe, étant entendu ici comme « *le transcendantal, en France, des formes étatisées et catastrophiques de la désorientation* ».*

Le sarkozysme témoigne de la désorientation d'une partie de nos élites politiques, économiques, administratives, face à l'actuel décentrement du monde, au croisement d'une révolution industrielle imprévisible et d'une perte d'emprise de l'Occident. Sa perte idéologique évoque irrésistiblement le constat dressé à l'été 1940 par un homme que les discours de MM. Sarkozy et Fillon convoquent mais qu'ils trahissent, faute de l'avoir bien lu : le grand historien et futur martyr de la Résistance Marc Bloch, dans *L'Étrange Défaite*. « *Français, je vais être contraint, parlant de mon pays, de ne pas en parler qu'en bien* », prévenait-il avant de mettre en évidence la responsabilité dans l'affaiblissement moral de la nation d'une bourgeoisie qui « *avait cessé d'être heureuse* » et qui, devenue « *anxieuse et mécontente, était aussi aigrie* ».

L'Appel de Mediapart signifie simplement le refus de cette déchéance. A cette aigreur, remugle de méfiance et de crispation, de faiblesse et de violence, de petitesse et de peur, il oppose une façon très française de vouloir la France qui est toute de refus et de hauteur, d'exigence et de réclamation, d'alerte et d'ambition, de curiosité et de générosité. Car critiquer la France, c'est l'aimer. La vouloir, la réclamer, l'exiger. Et ne pas supporter qu'on la critique, c'est en revanche la désert. L'ignorer, l'oublier, la délaiss.

Drapés dans l'alibi du national, les conservatismes de tous horizons, les renoncements de tout acabit voudraient une France immobile et éternelle, figée et achevée. La vérité, c'est qu'ils ne l'aiment pas telle qu'elle est. Telle qu'elle bouge, évolue, change, se transforme et se modifie dans une fidélité frondeuse à son histoire et à ses promesses, à sa présence au monde et aux autres.

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Éditrice de Mediapart (SAS). Capital social : 4 017 200 €.

Immatriculation : n° 500 631 932 RCS Paris. Numéro de CPPAP : en cours.

Président : Edwy Plenel. Directeur éditorial : François Bonnet.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Courriel : contact@mediapart.fr . Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08. Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90.